

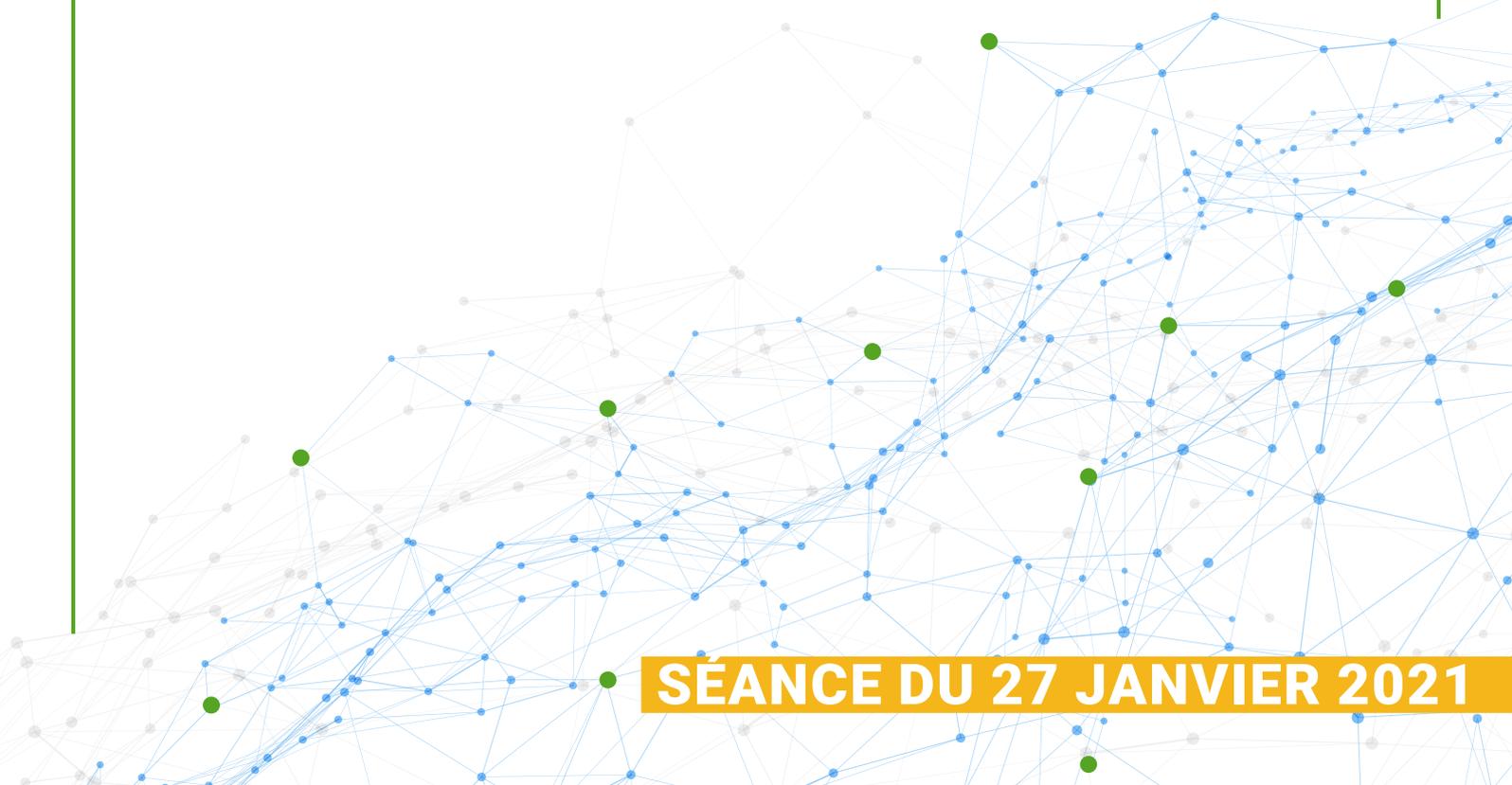
**Club EF&DD**

ÉCONOMIE DE LA FONCTIONNALITÉ  
ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

► Promouvoir l'EFC en Île-de-France

# ÉCONOMIE DE LA FONCTIONNALITÉ ET DE LA COOPÉRATION ET TERRITOIRE : LES ENJEUX ALIMENTAIRES

**SÉANCE DU 27 JANVIER 2021**



# SOMMAIRE

SÉANCE DU 27 JANVIER 2021

<b>LES OBJECTIFS DE LA SÉANCE</b> .....	<b>p 3</b>
<b>INTRODUCTION PAR PATRICE VUIDEL, ATEMIS</b> .....	<b>p 3</b>
<b>PRÉSENTATION DU CONTEXTE ET DES ENJEUX</b> .....	<b>p 3</b>
<b>COMMENT L'EFC ABORDE LA TRANSITION VERS UN NOUVEAU MODÈLE ÉCONOMIQUE, EN LIEN AVEC L'ÉMERGENCE D'UN NOUVEAU RÉGIME DE DÉVELOPPEMENT À L'ÉCHELLE DES TERRITOIRES INFRA-NATIONAUX ?</b> .....	<b>p 4</b>
<b>PARTAGE DES ENJEUX ET INITIATIVES DES PARTICIPANTS À LA SÉANCE</b> .....	<b>p 4</b>
<b>PREMIÈRE SYNTHÈSES DES ÉCHANGES</b> .....	<b>p 9</b>
<b>INFORMATIONS, LIENS ÉCHANGÉS AU COURS DE LA SÉANCE</b> .....	<b>p 9</b>

## PARTICIPANTS À LA SÉANCE

Mireille ALPHONSE, Adjointe au Maire à Montreuil (93), déléguée à la Transition, à la démocratie alimentaire et à la cantine publique. Présidente de l'ALEC MVE • Marie-Loup CHÉVRIER, Ergonome - Conseillère en Prévention des Risques Professionnels • Tiffany CULANG, Chef de cabinet à la mairie de Villiers sur Marne • Daniel FRICOT, Association Escapade Mobilité IdF • Océane HERROU, Plaine Commune - chargée de mission développement ESS, sur les questions d'alimentation durable et d'agriculture urbaine • Angélique MENNESSIEZ, RSE - Engie • Florian NOUVEL, Consultant auprès de la mairie du 11<sup>e</sup> • Valérie PLET, Ademe IDF Alimentation durable et économie circulaire • Marie-Laure RUPPEL, Facilitatrice de projet développement durable • Pascal THEVENON, Grand Paris Sud Direction de la Communication et du marketing • Delphine RISS, Consultante • Lelio LEMOINE, La Butinerie Directeur • Julia CHEVILLARD, La Butinerie • Laurence PERRIN, Responsable de projet Nutrition Précarité Alimentaire - ARS • François HUBAULT, ATEMIS Intervenant-Chercheur • Dominique PICARD, Membre du projet Carma, Membre du CA du Club EF&DD, de l'IEEFC • Brian DEMAS, Ergonome, intervenant chercheur chez ATEMIS - Membre du CA du Club EF&DD • Brigitte NUCHELMANS, Gérante de l'épideBri - Membre du CA du Club EF&DD • Nadia BENQUE, Intervenante chercheuse associée chez ATEMIS - Membre du CA du Club EF&DD • Stanislas NOSPERGER, Ingénieur de recherche chez EDF - Co-président du Club EF&DD • Sophie CLAUDE, Intervenante Ergonome - Co-présidente du Club EF&DD • Xavier GOSSE, Animateur du Club EF&DD • Patrice VUIDEL, Intervenant Chercheur ATEMIS, trésorier du Club EF&DD

## **ÉCONOMIE DE LA FONCTIONNALITÉ ET DE LA COOPÉRATION ET TERRITOIRE : LES ENJEUX ALIMENTAIRES**

### **LES OBJECTIFS DE LA SÉANCE**

Les échanges du 27 janvier ont été pensés comme une double occasion :

- d'une part, partager de premiers éléments sur l'approche territoriale de l'EFC, à partir de l'entrée agricole / alimentaire ;
- d'autre part, identifier les différents enjeux portés par les participants à la séance, ainsi que les ambitions / actions que chacun porte.

In fine, les échanges permettant de voir en quoi l'espace du Club pouvait être un espace ressource pour celles et ceux qui souhaitent continuer à avancer sur les sujets agricoles / alimentaires.

### **RAPPEL**

Le club Économie de la Fonctionnalité & Développement Durable a été créé en 2007 par ATEMIS. Depuis 2019 il a pris une orientation francilienne et changé de gouvernance au travers d'une association. L'ambition du club est de promouvoir le référentiel et favoriser son appropriation par les différents acteurs d'un même territoire, de façon à créer une communauté d'acteurs agissants.

L'idée de la construction du club est de partir de ceux qui ont envie de s'investir et de porter la dynamique. Chacun est libre d'y adhérer et de participer à la mise en place des différentes initiatives.

### **INTRODUCTION PAR PATRICE VUIDEL, ATEMIS**

Le sujet que nous allons aborder ce matin peut être introduit par une série de questions, auxquelles nous allons rapidement chercher à donner de premiers éléments de réponse :

- En quoi les questions agricoles / alimentaires sont une occasion de penser de façon plus intégrée la prise en charge d'un ensemble d'enjeux environnementaux, sociaux, d'aménagement ?
- Quels rôles pour les collectivités locales ?
- Et pour les différents acteurs, de l'agriculteur à l'habitant / consommateurs ?
- Comment accompagner à l'émergence d'écosystèmes coopératifs territoriaux orientés vers le bien vivre alimentaire ?

### **PRÉSENTATION DU CONTEXTE ET DES ENJEUX**

Le constat est fait que le système agricole, agro-industriel et de la grande distribution, hérité des 30 glorieuses mais encore dominant actuellement, doit être remis en cause même s'il a permis de rendre plus accessible les biens alimentaires et de faciliter la vie du consommateur. En effet, ses impacts négatifs - ou externalités négatives - sont nombreux : d'ordre environnemental (qualité du sol détériorée, circuits longs et productions hors saisons qui élèvent le bilan carbone), économique (agriculteurs, maraichers qui subissent la chaîne de valeur et ne voient pas leur activité reconnue à sa juste valeur monétaire), impact sur la santé des « mangeurs ».

Il devient donc nécessaire de reconstruire des relations différentes entre les acteurs, un nouveau modèle économique. Cela passera notamment par une coopération qui permette de comprendre les enjeux et contraintes de chaque partie prenante (producteurs, consommateurs, distributeurs, préventeurs, cuisiniers, acteurs publics) et qui arrive à promouvoir un nouveau modèle de production / distribution / consommation prenant en charge les externalités négatives du précédent.

Dans cette perspective, le passage par « le territoire », espace physique de proximité, espace du quotidien des personnes est un « passage obligé » pour construire les réponses de façon pertinente. Par exemple, le développement de circuits courts renvoie à la fois à des enjeux fonciers, de production agricole, d'évolution des relations avec les consommateurs (en direct, ou intermédiés par de nouveaux distributeurs) ou avec les acheteurs (ex : évolution des achats alimentaires pour les cantines). Les nouvelles réponses impliquent un changement dans le travail de chaque acteur, une mutualisation des solutions, et une coopération plus forte.

L'économie de la Fonctionnalité et de la Coopération (EFC) propose via son référentiel un ensemble de **concepts opérationnels et de méthodologies d'action** pour accompagner les acteurs en transition. L'EFC peut être un appui et un guide pour accompagner ce changement de modèle.

## COMMENT L'EFC ABORDE LA TRANSITION VERS UN NOUVEAU MODÈLE ÉCONOMIQUE, EN LIEN AVEC L'ÉMERGENCE D'UN NOUVEAU RÉGIME DE DÉVELOPPEMENT À L'ÉCHELLE DES TERRITOIRES INFRA-NATIONAUX ?

L'EFC promeut la mise en œuvre de **solutions intégrées de bien et services** permettant de prendre en charge un enjeu. La logique de solution intégrée est une réponse aux limites de l'action de chaque acteur, qui, seul, ne peut pas prendre en charge l'ensemble des dimensions de l'enjeu. Par exemple, favoriser un changement de comportement alimentaire notamment bénéfique du point de vue de la santé des mangeurs implique non seulement de permettre aux personnes de pouvoir accéder à des produits de qualité, mais également de leur permettre de faire évoluer leur pratique de la cuisine (moins de plats préparés), d'être en capacité de construire des équilibres nutritionnels.

Ces solutions intégrées, pour se mettre en place, nécessitent d'organiser la relation entre les différents acteurs au sein **d'Ecosystèmes Coopératifs Territorialisés** (ECT). Les ECT sont une réponse aux limites du travail en silo des acteurs, ainsi qu'aux relations « clients-fournisseurs » qui génèrent des formes de relation et des rapports de forces défavorables à la coopération.

La **performance d'usage**, autrement dit la capacité à générer les effets utiles attendus pour les bénéficiaires (ex : une alimentation qui soit bénéfique du point de vue de la santé) et au delà de ces derniers, vient de la qualité de **la coopération** à la fois entre les opérateurs qui mettent en œuvre la solution intégrée, mais aussi de la coopération avec les bénéficiaires eux même.

Cette qualité, ainsi que la pertinence des solutions proposées, sont soutenues notamment par une dynamique de **mutualisation d'investissements immatériels** menés à l'échelle de l'écosystème coopératif, et en lien avec les acteurs du territoire. Par exemple, des études, un accompagnement au changement des métiers, des évaluations, des REX, etc. On n'est donc plus dans des logiques de sous-traitance mais bien de **codéveloppement des acteurs**.

Les enjeux agricoles / alimentaires étant à la fois des enjeux de politique publique et des espaces de développement d'activité (production de biens, mise en œuvre de services), **les ressources monétaires et non monétaires à mobiliser proviennent conjointement des pouvoirs publics, des opérateurs et des bénéficiaires finaux**. Ce qui implique notamment de construire des capacités de travail entre ces acteurs, et de mettre en place des conventions qui viennent soutenir ces nouvelles capacités de coopération.

## PARTAGE DES ENJEUX ET INITIATIVES DES PARTICIPANTS À LA SÉANCE

- ① Qui êtes vous (personne, structure)?
- ② Votre champ d'action. Ce que vous développez / chercher à développer.
- ③ Une question / un enjeu soit en termes de modèle économique soit en termes de politique publique, soit en termes d'accompagnement.
- ④ Le référentiel EFC / Le club : vos attentes ?

### Pascal THÉVENON

- 1 « Je travaille à l'agglomération Grand Paris sud sur le thème de la démocratie numérique et à titre privé j'ai cofondé un club d'investissement éthique et solidaire dont le but est de récupérer l'épargne collective pour financer des projets.
- 2 Je suis intéressé par le lien entre développement économique et gouvernance territoriale.
- 3 « Ce qui est intéressant est que l'argent devient rare, comment **articuler le fiduciaire avec d'autres monnaies (locale ou blockchain)** ? A Grigny je m'occupe du développement d'un projet de maraîchage coopératif, piloté par des jeunes de la ville, et je me pose la question de comment le valoriser économiquement »
- 4 Je trouverais intéressant de travailler sur des dynamiques de Recherche-action , voter pour des projets à financer collectivement. Avec du conseil, de l'apport d'**expertise et des retours d'expériences** sur un projet concret. Il y a beaucoup d'envies collectives de travailler ensemble, décroïsonner, mais il y a des besoins de documentation, de Retour d'expériences et de vécus collectifs. »

### Dominique PICARD

- 1 « Je suis membre du Club et de l'IEEFC, je travaille avec le labo de l'ESS sur les questions d'agriculture et d'accès pour tous à une alimentation durable. Je suis aussi là au titre de Carma, projet alternatif à Europa City qui vise à créer in fine une ceinture verte autour de l'île de France à partir du territoire triangle de Gonesse, qui est confronté à la volonté des élus de construire un développement économique créateur d'emplois vs une agriculture nourricière.
- 2 Je m'intéresse aux mutations agro écologiques. L'ambition de Carma : faire de ce territoire un démonstrateur de ce que l'on peut faire en matière de transition agro écologique et écologique au sens large, en mêlant la mobilité, les énergies douces, le commerce etc...
- 3 La très grande difficulté que nous rencontrons est de créer un dialogue entre deux conceptions d'usage d'un territoire. Certains acteurs publics veulent d'un développement « classique » passant par du foncier et l'implantation d'entreprises. Nous pensons que ce territoire doit garder sa vocation agricole et construire autour l'avenir de ce territoire, en trouvant des compromis en permettant à chacun de s'y retrouver.
- 4 Une attente : voir comment le référentiel EFC peut être un point d'appui pour passer d'un modèle économique à un autre, d'un usage à un autre, **créer les conditions du dialogue**. »

### Océane HERROU

- 1 « Je travaille à Plaine commune, au développement de l'ESS, notamment sur les questions d'agriculture urbaines, d'approvisionnement alimentaire.
- 2 J'accompagne des acteurs du territoire sur ces domaines. L'élu a la volonté de développer un **Plan Alimentaire Territorial** en lien avec cet écosystème.
- 3 Nous avons un gros enjeu d'articulation entre les différents acteurs et les Etablissements Publics Territoriaux (EPT) voisins. Il y a plusieurs initiatives émergentes, une culture de la coopération entre acteurs de l'ESS. Plusieurs Pôles Territoriaux de Coopération Economique (PTCE) ont été créés, notamment sur les thématiques de l'alimentation et de l'agriculture urbaine. Ce qui permet un terreau fertile pour une structuration de l'action. Les contraintes (foncier, valorisation du non-marchand) doivent être abordées ainsi que le lien entre précarité alimentaire et système intégré. L'opportunité des plans de relance est réelle et nous serons là pour accompagner les acteurs à aller capter ces financements mais aussi trouver d'autres moyens d'accompagnements novateurs, plus coopératifs.

- ④ Le club peut être un appui à travers des **retours d'expériences**, la découverte d'une méthodologie et du référentiel. Il peut nous aider à argumenter, convaincre des personnes au sujet de la valorisation de ce non marchand, rendre lisible des démarches non comptables, rendre compte de la valeur créée. »

### Daniel FRICOT

- ① « Je suis président de l'Association Escapade Liberté Mobilité.
- ② Sur des territoires ruraux l'association s'occupe de **rendre accessible la pleine nature à des Personnes à Mobilité Réduite** (PMR). Les effets induits sur la santé, le bien-être, les liens sociaux entre valide et PMR sont les enjeux principaux de l'association.
- ③ Le frein est de faire comprendre à des acteurs ayant des « morceaux » de solutions qu'ils doivent coopérer pour que le sujet aboutisse. L'accessibilité n'étant pas un produit mais un service partagé par tous : Privés, associatifs, collectivités.
- ④ Ma question : **Comment faire coopérer tous ces acteurs** avec les risques juridiques que la mise en œuvre d'un tel projet engendre, en ayant des relations stables et un résultat probant ? La difficulté que je rencontre quand j'aborde l'EFC, est que je ne sais pas par quel argument l'aborder, tellement cela embrasse d'enjeux. »

### Mireille ALPHONSE

- ① « Je suis adjointe au Maire à Montreuil (93), déléguée à la Transition, à la démocratie alimentaire. J'ai aussi dans mes fonctions à travailler à la mise en place d'une restauration collective, en régie publique.
- ② Sur les derniers mois la **précarité alimentaire** a explosé. La mairie a aidé 3000 familles, les bénévoles sont en train de craquer les uns après les autres. L'effet confinement (et l'absence de cantine scolaire) a été brutal et a entraîné beaucoup de familles dans la grande pauvreté.
- ③ Le gros enjeu est de nourrir tout le monde. Sur la collectivité nous avons de nombreux collectifs, associations, initiatives différentes, actives qui ont du mal à agir ensemble car issus de différents niveaux socio économiques. Pourtant la volonté est là, mais l'articulation ne fonctionne pas. Nous observons un grand écart entre « Bobos » parisiens qui viennent trouver des logements moins chers et un gros tiers de la population qui est en situation de précarité. Les acteurs sont engagés depuis longtemps et ont du mal à trouver un modèle économique viable à cause de subventions qui s'amenuisent, quel que soient les partis politiques. Sur la restauration collective, le prestataire privé se rend compte que la demande ne correspond plus à l'offre, se fait remettre en question par les différents acteurs (parents, élus...). Ce qui entraîne donc une réflexion autour des cuisines centrales pour ne pas disparaître de l'offre économique. L'enjeu est de briser les frontières entre exigences des bénéficiaires et contraintes des prestataires et donc de trouver une solution pour se concerter et coopérer en incluant le monde paysan local. Un autre enjeu est de sortir l'agriculture d'une logique de monoculture dédiée à l'export (betterave sucrière,..) qui n'apporte aucune ressource pour le territoire, ni en termes d'alimentation locale, ni en termes de valeur (emploi, terre,...) Un Plan Alimentaire Territorial se construit à Est Ensemble.
- ④ **Comment EFC peut aider à créer une dynamique commune ?** Comment aider les structures engagées, mais qui aujourd'hui sont en difficulté économique, car leur modèle dépend de l'injection de subventions qui se font rares ? »



### Valérie PLET

- 1 « Je travaille au sein de l'ADEME IDF sur les questions d'alimentation durable et d'économie circulaire.
- 2 Un de mes objectifs est de faire la promotion de tous les services rendus par un projet alimentaire sur les territoires auprès des collectivités locales et autres partenaires, afin d'aider les acteurs à agir différemment, construire de nouveaux modèles économiques. L'ADEME travaille aussi à la **mise en place d'une collectivité de travail** identifiée comme sensible à ce sujet. Quatre projets sont accompagnés en Ile-de-France dans le cadre du soutien de l'ADEME à des trajectoires EFC, dont 2 sur l'alimentation. L'épideBri, le La Butinerie, présentes aujourd'hui, en font partie.
- 3 Plusieurs ressources de l'ADEME permettent de révéler les **avantages coûts bénéfiques d'un projet territorial**. Cela peut notamment être utile pour les élus. Le lien : <https://www.ademe.fr/evaluer-benefices-socio-economiques-reconversion-friches-lutter-contre-lartificialisation-outil-benefiches>.
- 4 Un référentiel pour le bien vivre alimentaire est en cours de finalisation dans le cadre de l'atelier animé au sein de l'Institut Européen de l'EFC, atelier auquel je contribue. C'est une ressource complémentaire bientôt disponible. »

### Brigitte NUCHELMANS

- 1 « Je suis créatrice et gérante de L'épideBri depuis 1 an. Le projet initial est de rendre accessible une alimentation durable à un public plus défavorisé et sans accès à des magasins bio, sur le territoire de Bondy. C'est une épicerie itinérante à vélo qui fait le tour de la ville, d'un quartier à l'autre.
- 2 Les tournées sont organisées dans le but de sillonner tous les quartiers et non en se basant sur des études de marché.
- 3 L'enjeu est de **trouver un équilibre entre une alimentation durable accessible à tous sans être moralisateur**, et avoir un modèle économique viable, tout en tenant compte des moyens modestes du public visé. La gestion du quotidien rend l'initiative difficile, le piège étant de tomber dans le système d'offre standardisée axée uniquement sur le produit.
- 4 L'EFC peut être le socle pour prendre le temps de poser le débat et trouver des réponses à tous les questionnements qui se profilent au fur et à mesure. »

### Florian NOUVEL

- 1 « J'effectue une mission sur la thématique du compost pour la mairie du 11<sup>e</sup> arrondissement de Paris.
- 2 Je me réoriente depuis quelques mois sur la gestion des biodéchets, et la mise en place de structures pour les gérer en circuits courts avec les commerçants, les collectivités, éventuellement en lien avec des aires périurbaines.
- 3 Deux enjeux se dégagent. Le premier est au niveau juridique, dans une perspective de construire des partenariats public/ privés. Le second repose sur **comment faire travailler tous les acteurs ensemble** ?
- 4 Je souhaite entendre d'autres expériences, d'autres modèles et ainsi **découvrir la théorie autant que la pratique**. »



### Lelio LEMOINE

- ① « Je suis directeur de La Butinerie à Pantin <https://butinerie.com/> une SCIC mêlant citoyens, collectivités, associations. J'ai été aussi cofondateur des Marmites volantes qui faisait de l'EFC sans le savoir dans le domaine de la restauration.
- ② La butinerie est un tiers lieu intégrant les **différentes dimensions et parties prenantes de l'alimentation**, qui permet de co-construire avec le public des changements de comportement. Le second volet est la construction d'un écosystème territorial, composé d'associations, de collectifs citoyens, d'entreprises et de collectivités.
- ③ L'enjeu est d'**articuler les relations avec les pouvoirs publics, à l'échelle locale, nationale**. Les externalités négatives sont souvent le fait d'acteurs nationaux ou internationaux. Il faut donc favoriser l'émergence de solutions intégrées, permettre la montée en compétence et mettre en réseau les différents acteurs territoriaux. Enfin le dernier enjeu serait de trouver des outils à l'échelle institutionnelle pour sanctuariser du foncier pour des initiatives locales, durables.
- ④ Ce que j'attends du club serait la mise en relation avec des acteurs pertinents, pour un échange de bonnes pratiques et de ressources méthodologiques. »

### Laurence PERRIN

- ① « Je suis Référente Nutrition à l'ARS Agence Régionale de Santé. Je travaille en lien avec le Comité régional de l'alimentation.
- ② Notre grosse problématique est l'accès à l'alimentation de qualité pour tous, accès qui se heurte au cloisonnement au sein des institutions.
- ③ La crise sanitaire a mis en lumière la précarité alimentaire et le gros enjeu de l'accès à l'alimentation pour tous : +60 % des bénéficiaires à l'aide alimentaire en 2020. On sait que si on permet à certains de mettre en avant leurs compétences sur la nutrition et ou promotion de la santé (éducation au goût, jardins pédagogiques, tri...) cela a plus d'effets que le simple message « manger, bouger ». L'intérêt est de mettre en réseau différents acteurs qui ne se connaissent pas (Éducation nationale, Driaef entre autres) pour gagner en pérennité.

Nous menons une expérimentation de **Coordination de démarches sur la précarité alimentaire** :

**Phase 1** : Etat des lieux

**Phase 2** : accompagnement de collectivités territoriales sur des projets territoriaux engageant un ensemble d'acteurs ; Mise en place d'une recherche action sur l'alimentation durable et initiation au goût (intégration de produits sains dans les épiceries sociales, formation des enseignants primaire et du périscolaire, initiation au tri, jardins pédagogiques etc ...)

- ④ Nous sommes en demande de **collaboration avec les collectivités et les acteurs de terrain**, pour nourrir une réflexion commune, comprendre les spécificités du territoire, coordonner et mutualiser certains « petits » projets et valoriser ces derniers. »



## PREMIÈRE SYNTHÈSES DES ÉCHANGES

Les échanges ont été riches et appellent à de **nouvelles séances de travail conjointes** sur cette même thématique afin de penser de façon plus intégrée la prise en charge d'un ensemble d'enjeux environnementaux, sociaux, d'aménagement ! La Nécessité d'articuler les différents acteurs d'un même territoire, en intégrant les différents enjeux et contraintes est apparue évidente.

La complémentarité des intervenants a permis de cerner les problématiques liées à l'alimentaire en Île-de-France et d'initier une **réflexion autour de l'émergence d'écosystèmes coopératifs territoriaux** orientés vers le bien vivre alimentaire.

Nous nous retrouvons sur la nécessité de faire évoluer le modèle économique des opérateurs et pour cela de se construire en réseau et de mutualiser les expériences.

Un souhait de travailler conjointement sur la précarité alimentaire, en sortant des limites du modèle actuel (agriculture francilienne industrielle tournée vers l'export, la logique de silo des actions locales,...), en aidant les acteurs du territoire présents à **construire des coopérations concrètes**.

Nous pourrions nous retrouver plusieurs fois dans l'année pour enrichir ces réflexions, trouver des solutions pour installer un espace de discussions entre acteurs ayant des objectifs à priori éloignés.

## INFORMATIONS, LIENS ÉCHANGÉS AU COURS DE LA SÉANCE

- De Valérie PLET - ADEME : un outil récent de l'ADEME avec plusieurs indicateurs dont l'indicateur "bien-être/santé": <https://www.ademe.fr/evaluer-benefices-socio-economiques-reconversion-friches-lutter-contre-lartificialisation-outil-benefriches>
- De Pascal Thevenon : une page intéressante sur la comptabilité des actions : <https://blockchainfrance.net/2016/02/13/decentralisation-du-travail-et-blockchain/>
- De Lelio Lemoine - la Butinerie : diagnostiquer la précarité alimentaire : <https://www.chaireunesco-adm.com/No10-Diagnostiquer-la-precarite-alimentaire-a-une-echelle-locale>
- De Dominique Picard Carma et. Labo ESS : étude du Labo de l'ESS : lutter contre la précarité alimentaire en favorisant l'accès de tou.te.s à une alimentation de qualité. Aller sur le site du Labo : [lelabo-ess.org](http://lelabo-ess.org)
- De Lelio Lemoine - la Butinerie  
Un acteur qui cherche à faire système, en particulier sur la logistique : <https://www.openfoodfrance.org/>  
<https://medium.com/open-food-france-changer-l%C3%A9chelle-des-circuits/une-premi%C3%A8re-grille-danalyse-des-hubs-alimentaires-36f7ac75def1>
- Deux créations d'écosystèmes coopératifs territorialisés sur les champs de l'alimentation en Ile-de-France, soutenus par l'ADEME :
  - La Butinerie à Pantin : [www.butinerie.com](http://www.butinerie.com)
  - L'EpideBri à Bondy : [www.epirebri.com](http://www.epirebri.com)



- **LE SITE DU CLUB** : comptes-rendus, articles, actualités  
[www.club-economie-fonctionnalite.fr](http://www.club-economie-fonctionnalite.fr)
- **REJOIGNEZ LE GROUPE D'ÉCHANGE LINKED-IN**  
« Réseau économie de la fonctionnalité et développement durable »
- **CONTACT : Xavier GOSSE**  
[clubefdd@emailasso.net](mailto:clubefdd@emailasso.net)

### LE CLUB EF&DD EST SOUTENU PAR NOS PARTENAIRES :



**DRIEE Île-de-France**  
Direction régionale et interdépartementale de  
l'environnement et de l'énergie

